

# Le gouvernement empêche la construction de 12 000 HLM

Un récent décret rédigé en catimini prévoit d'annuler plusieurs millions d'euros de crédits destinés à l'origine à la construction de logements sociaux.



A quoi joue le nouveau gouvernement ? Après le coup de **rabot sur les APL** c'est au tour du budget alloué à la construction de logements sociaux de trinquer. **Dans son décret n° 2017-1182 du 20 juillet 2017** publié au Journal Officiel le 21 juillet 2017, le Premier ministre Edouard Philippe et son ministre de l'Action et des Comptes publics, Gerald Darmanin, procèdent à l'annulation de **184,9 millions d'euros** en autorisation d'engagement et **130,5 millions d'euros** en crédit de paiement sur le programme "Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat" de la mission "Egalité des territoires et logement." (Voir document à la fin de l'article)

Une perte sèche, selon l'Union sociale pour l'habitat qui représente quelques **730 organisations HLM**. Par cette décision, c'est **12 000 logements sociaux** en PLAI, c'est-à-dire à très faible loyer, qui ne sortiront jamais de terre.

*"Ce sont maintenant les logements très sociaux qui sont dans le "viseur de Bercy", enrage Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat.*

De son côté, l'adjoint à la maire de Paris, Ian Brossat, ironise sur les choix du gouvernement sur Twitter :



"Il est temps de revenir à la raison, de prendre la mesure des difficultés des familles les plus modestes et d'ouvrir une réelle concertation dans l'intérêt des politiques de solidarité afin d'assurer des conditions de logement et des conditions de vie décentes à tous nos concitoyens", ajoute-t-il dans un communiqué.

Le décret ayant déjà été publié au Journal Officiel, pas sûr que les organismes HLM ou le personnel associatif ait les moyens de faire pression pour un retour en arrière.

INTITULÉ DE LA MISSION, DU PROGRAMME, DE LA DOTATION	Numéro du programme ou de la dotation	AUTORISATIONS d'engagement annulées	CRÉDITS de paiement annulés
<b>Aide publique au développement</b>			
Aide économique et financière au développement .....	110	25 000 000	20 000 000
Solidarité à l'égard des pays en développement .....	209	132 972 296	116 227 743
<b>Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation</b>			
Liens entre la Nation et son armée .....	167	1 566 951	1 175 600
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant .....	169	25 000 000	25 000 000
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale .....	158	59 554	59 554
<b>Conseil et contrôle de l'État</b>			
Conseil d'État et autres juridictions administratives .....	165	5 075 468	3 030 777
Cour des comptes et autres juridictions financières .....	164	2 000 000	2 000 000
Haut Conseil des finances publiques .....	340	1 000 777	1 000 777
<b>Culture</b>			
Patrimoines .....	175	30 000	30 000
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture .....	224	67 000 000	42 000 000
<b>Défense</b>			
Équipement des forces .....	146	67 000 000	42 000 000
<b>Direction de l'action du Gouvernement</b>			
Coordination du travail gouvernemental .....	129	49 672 792	46 073 573
Protection des droits et libertés .....	308	20 594 473	25 560 701
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées .....	333	2 814 773	2 867 282
<b>Écologie, développement et mobilité durables</b>			
Infrastructures et services de transports .....	203	26 263 546	17 645 590
<b>Économie</b>			
Statistiques et études économiques .....	220	6 000 001	6 000 726
Stratégie économique et fiscale .....	305	4 000 001	4 000 726
<b>Égalité des territoires et logement</b>			
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat .....	135	2 000 000	2 000 000
<b>Engagements financiers de l'État</b>			
Épargne .....	145	41 244 493	64 983 098
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque .....	344	41 244 493	41 244 493
<b>Enseignement scolaire</b>			
Enseignement scolaire public du premier degré .....	140	81 522 847	81 611 039
Enseignement scolaire public du second degré .....	141	7 000 000	7 000 000
Vie de l'élève .....	230	19 000 000	19 000 000
Enseignement privé du premier et du second degrés .....	139	8 000 000	8 000 000
Soutien de la politique de l'éducation nationale .....	214	11 000 000	11 000 000
Enseignement technique agricole .....	143	30 000 000	38 000 000